

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Précarité, crise socio-économique (France) > **ArcelorMittal : Le gouvernement s'aplatit. Lamentable !**

ArcelorMittal : Le gouvernement s'aplatit. Lamentable !

samedi 1er décembre 2012, par [BICHINDARITZ Manu](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2012).

Il est arrivé ce que nous craignons : le gouvernement Hollande-Ayrault s'est couché devant le milliardaire Mittal. On sait ce que valent les engagements de Mittal en matière d'investissements : Il a déjà fait le coup lors de la fermeture de Grandrange, 300 millions d'euros promis et jamais vus à Florange. Contrairement aux affirmations du gouvernement le maintien à l'arrêt du site des hauts fourneaux va entraîner des milliers de suppressions d'emplois dans toute la région. Le projet ULCOS pour une filière industrielle prétendument écologique, envisagé en contre partie, nécessiterait des investissements très importants pour lesquels il ne faudra pas compter sur Mittal.

La nationalisation provisoire envisagée par le gouvernement n'offrait certes pas de garantie pour le maintien de l'emploi, mais elle était perçue, espérée, par tous les salariés comme une claque pour Mittal. Mais le gouvernement n'a même pas eu cette petite audace.

Le NPA continue à défendre l'expropriation de Mittal qui est, plus que jamais, la seule voie sérieuse pour le maintien de l'activité et de l'emploi sur le site et dans la région. Seule la mobilisation des travailleurs de Florange peut aujourd'hui faire reculer Mittal et le gouvernement. Avec ArcelorMittal, PSA, les Chantiers de l'Atlantique, Petroplus, Sanofi, ce sont autant de luttes qui posent la question de la mise en cause du pouvoir patronal. La nécessaire mise en commun de ces combats devient urgente. Le NPA continuera de militer dans ce sens.

NPA, Montreuil, le 30 novembre 2012

Réquisition ! Tout simplement

« *Nous ne voulons plus de Mittal en France* ». Par ces mots, le ministre du Redressement productif, Montebourg, a fait dimanche 25 novembre les gros yeux à Lakshmi Mittal qui ne veut pas vendre la totalité du site de Florange, et cela à une semaine de la date couperet du 1^{er} décembre. Quelques jours plus tôt, il avait même osé évoquer « *l'éventualité d'un contrôle public, même temporaire* » du site de Florange. Certes, on préférera ces déclarations fracassantes, mais calculées, du ministre à la marinière à celle de son collègue Michel Sapin, ministre du Travail, qui lui avait répliqué par un révélateur « *On n'est plus dans une époque où on nationalise la sidérurgie* »...

Pour autant, les gesticulations de Montebourg ne traduisent pas une conversion peu crédible à un quelconque anticapitalisme. En témoignent ces soutiens venus de la direction du Parti socialiste, mais aussi de Borloo ou d'Henri Guaino... qui en sont temps avait accompagné la fermeture de Gandrange. Un spécialiste quoi. En fait, les mots ronflants lâchés ça et là par Montebourg trahissent

surtout l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le gouvernement sur ce dossier, comme sur bien d'autres. Florange, le site emblématique des engagements non tenus du président Sarkozy, en train de devenir celui tout aussi révélateur des promesses non tenues du candidat Hollande.

Car après « les discours du dimanche », arrivent déjà les premiers reculs. Montebourg se justifie péniblement, se réfugiant maintenant dans la seule critique des méthodes d'Arcelor Mittal. Et mardi 27 décembre, Lakshi Mittal a même été reçu par Hollande lui-même à l'Élysée. Pourtant oui, c'est la question du « contrôle public » d'Arcelor Mittal qui est bel et bien posée. Pour éviter une nouvelle catastrophe sociale dans une région déjà sinistrée et maintenir l'emploi pour touTEs les salariéEs de Florange, il faut réquisitionner l'ensemble du groupe France, en refusant de payer une quelconque indemnisation à ce patron qui en a déjà tant touchée. Montebourg parle encore aujourd'hui d'une timide « prise de contrôle public temporaire ».

Mais même de cela, ce gouvernement en semble bien incapable !

Manu Bichindaritz

* Edito publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 172 (29/11/12).

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 160 (06/09/12).